

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 2 octobre 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les principes généraux relatifs au régime et aux règles de fonctionnement applicables aux lieux, situés sur le territoire belge et gérés par l'Office des Etrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu en application des dispositions visées à l'article 74/8, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné le 8 juillet 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 oktober 1997 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de algemene principes betreffende het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de plaatsen gesitueerd op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verdwijdering van vreemdelingen", heeft op het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. En vertu de l'article 74/8, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,

"... le Roi peut fixer le régime et les règles de fonctionnement applicables au lieu où l'étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu ...".

Comme son intitulé l'indique, le projet entend toutefois se limiter "aux principes généraux" de ce régime. Il laisse au règlement d'ordre intérieur, qui serait arrêté par le "chef" de chaque "centre" le soin de préciser le régime et les règles de fonctionnement du "centre" qu'il dirige.

Une telle délégation n'est pas admissible.

La loi précise, en effet, que le Roi fixe le régime et les règles de fonctionnement des centres et ne l'autorise pas à déléguer ce pouvoir à d'autres personnes. Le Roi ne peut donc se limiter à établir des "principes généraux". Il doit définir avec un maximum de précision ces règles de fonctionnement en ne laissant au règlement d'ordre intérieur que les mesures de détail, secondaires ou complémentaires, nécessaires pour l'exécution de cette réglementation, compte tenu des spécificités de l'aménagement de chacun de ces centres.

.../...

Les règles prévues par le projet manquent de la précision requise (1).

II. Lorsque l'auteur du projet rédigera le nouveau projet en y apportant les précisions requises, il devra être attentif à un certain nombre de principes.

Selon l'article 74/8, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 précitée,

"... les dispositions nécessaires peuvent être prises afin d'assurer que l'intéressé ne quitte pas, sans l'autorisation requise, le lieu où il est détenu."

La détention a pour seul objectif et pour seule justification d'empêcher soit que la personne détenue ne pénètre sur le territoire alors qu'elle n'y est pas autorisée (articles 74/5 et 74/6 de la loi du 15 décembre 1980), soit qu'elle n'obtempère pas à un ordre de quitter le territoire (articles 7 et 27) ou à un arrêté de renvoi ou d'expulsion.

Cette restriction à la liberté individuelle que constitue la détention n'a pas pour effet de priver la personne détenue des autres droits que lui garantissent la Constitution et les conventions internationales (2).

(1) Voyez, par comparaison, les règles fixées par l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires.

(2) Voir, notamment, à ce sujet Cour européenne des droits de l'homme, arrêt du 21 février 1975 (arrêt Golder).

S'agissant particulièrement de personnes qui ne sont nullement détenues à la suite d'une condamnation, ou d'une inculpation, les restrictions apportées à leurs droits ne peuvent trouver de justification que dans le souci d'éviter qu'ils ne quittent leur lieu de détention et dans les contraintes nécessaires et inhérentes à la vie dans un milieu fermé.

L'article 22 de la Constitution prévoit du reste que

"... chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi."

La loi n'a pas prévu d'autres restrictions à la vie privée et familiale que celle que constitue la détention des personnes concernées.

III. La Constitution établit dans son article 23 la règle selon laquelle chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. Elle établit ainsi un seuil en droit en deçà duquel les autorités publiques ne peuvent pas se situer.

De son côté, la Convention européenne des droits de l'homme, dans son article 3, prohibe les traitements inhumains et dégradants.

.../...

Ainsi qu'en témoigne la création, par la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, chargé, au moyen de visites, d'examiner le traitement des personnes privées de liberté (1), la détention est, en elle-même, constitutive d'un risque de traitement inhumain ou dégradant (2).

Face à ce risque, l'autorité normative a l'obligation positive d'arrêter des règles de fonctionnement qui garantissent l'effectivité des droits reconnus aux personnes détenues.

Elle se doit de les protéger des atteintes à leurs droits qui pourraient résulter des agissements non seulement des personnes commises à leur surveillance, mais également

(1) Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, faite à Strasbourg le 26 novembre 1987 et approuvée par la loi du 7 juin 1991, article 1er.

(2) Snacken Sonja, "Les droits des détenus et le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou des traitements inhumains ou dégradants" (C.P.T.), in Position en droit européen et droit de plainte du détenu, Journée d'étude du 16 février 1996, pp. 101-120.

des autres détenus, en adoptant des mesures raisonnables et adéquates (1).

Il y a lieu, en conséquence, d'avoir égard à la recommandation n° R (87) 3 du Comité des ministres du 12 février 1987 aux Etats membres sur les règles pénitentiaires européennes. Ces règles n'ont pas une valeur contraignante, mais constituent une indication importante quant aux règles minimales à respecter pour le traitement des détenus et servent de référence à de nombreuses décisions jurisprudentielles (2). A fortiori, elles doivent

-
- (1) Selon la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme, (req. 10.479/83, Kirkwood c/ Royaume-Uni, déc. Commission 12 mars 1984, DR, 37, P; 158, spéc. pp. 214 et suiv.; arrêt Soering, du 7 juillet 1989, série A, n° 161, p. 3, § 86) "l'article 3 fait peser une sorte d'obligation de comportement : combinant l'article 3 et l'article 1er, les organes de contrôle considèrent que les Etats parties ont l'obligation de protéger toute personne relevant de leur juridiction (article 1er) contre une situation irrémédiable de danger objectif de mauvais traitement, même si cette situation s'accomplit en dehors de leur juridiction" (F. Sudre, in la Convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article, p. 156, cité par B. Haubert, "Le contentieux pénitentiaire : à propos des «quartiers de sécurité renforcée», rapport et avis sous C.E., arrêt n° 58.310 (III), A.P.T., 1996, p. 38.). Voir également à ce sujet, F. Sudre, Les "obligations positives" dans la jurisprudence européenne des Droits de l'Homme, Rev. trim. D.H., 1995, pp. 363 à 384.
- (2) R. de Beco, "Le droit disciplinaire et les détenus en Belgique", Rev. trim. D.H., 1995, p. 321; F. Kefer, "Les recours judiciaires à la disposition des détenus dans l'ordre juridique belge", publié dans les rapports de la journée d'études du 22 avril 1988 sur la durée et l'exécution des peines, Editions du Jeune barreau de Liège, 1988, p. 241.

.../...

s'appliquer à des personnes privées de leur liberté, alors qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale.

Sur de nombreux points, ainsi que l'on pourra le remarquer à l'occasion des observations particulières, le présent règlement se situe en deçà de ces règles minimales.

Parmi les mesures positives garantissant les droits des détenus, il y aurait lieu de prévoir une autorité à laquelle les détenus pourraient adresser des plaintes relatives à leurs conditions de détention, ainsi que le préconise l'article 41 de la recommandation précitée.

IV. Selon l'article 2 du projet,

"... le régime des centres est en principe caractérisé par la vie en groupe. Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir des exceptions dans des cas particuliers."

La portée de cette disposition est ambiguë. Elle peut signifier que les détenus ne doivent pas être tenus isolés les uns des autres, sauf dans les cas prévus, soit par le projet (isolement à titre de sanction ou de moyen de contrainte), soit par le règlement d'ordre intérieur. Mis à part le fait que ces exceptions doivent être prévues par le présent projet, on ne peut qu'approuver une règle prescrivant le non-isolement des détenus. Sauf mesure de sûreté ou disciplinaire, rien ne peut justifier que les contacts entre détenus soient interdits.

.../...

Etablir comme principe que le régime des centres est caractérisé par la vie en groupe, peut toutefois conduire à priver les détenus de toute intimité et de toute vie privée, en les privant de la possibilité de s'isoler des autres détenus.

A cet égard, on notera que l'article 14. 1. de la recommandation n° R (87) 3 précitée prévoit que les

"... détenus doivent en principe être logés pendant la nuit dans des chambres individuelles, sauf dans les cas où il est considéré comme préférable qu'ils cohabitent avec d'autres détenus."

Il y a donc lieu de préciser ce que l'on entend par "la vie en groupe", dans le respect de la vie privée des détenus.

V. Dans le même ordre d'idées, le projet ne fait aucune distinction selon le sexe et l'âge des détenus.

L'article 11. 2. de la recommandation précitée prévoit que

"...les hommes et les femmes doivent être détenus en principe séparément ...".

En vertu de l'article 37, c), de la Convention relative aux droits de l'enfant,

"... les Etats parties veillent à ce que : ... tout enfant privé de liberté soit traité avec humanité et

.../...

avec le respect dû à la dignité de la personne humaine, et d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge. En particulier, tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes, à moins que l'on estime préférable de ne pas le faire dans l'intérêt supérieur de l'enfant, et il a le droit de rester en contact avec sa famille par la correspondance et par des visites, sauf circonstances exceptionnelles."

Le projet doit être complété pour tenir compte de ces dispositions de droit international.

Observations particulières

Compte tenu des observations générales qui nécessitent une révision en profondeur du projet, les observations relatives aux dispositions du projet se limiteront à l'essentiel.

Dispositif

Article 1er

Les définitions de ce qu'il faut entendre par "loi du 15 décembre 1980" et par "Ministre" sont superflues et doivent, en conséquence, être omises.

L'expression "chef de centre" n'est guère heureuse. Il convient de la remplacer par "directeur du centre" ou "administrateur du centre".

.../...

Il y a lieu d'adapter les articles 12 et 29 du projet à cette observation.

Article 11

L'article 5, paragraphe 2, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dispose:

"Toute personne arrêtée doit être informée dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle."

Les mots "- dans la mesure du possible -", à l'alinéa 2, doivent, dès lors, être omis.

Il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais en ce qui concerne les dispositions légales et réglementaires; il y a lieu d'y remédier.

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observations communes aux articles 12 à 19 Communication avec l'extérieur et visites)

1. L'article 13 accorde le droit aux personnes détenues de correspondre inconditionnellement avec des

.../...

personnes extérieures au centre. L'article 16 donne à chaque occupant la possibilité de donner des appels téléphoniques. L'article 19 accorde un droit de visite à différentes catégories de personnes.

Ces droits pourraient toutefois être limités à la suite d'une sanction prise par le directeur ou administrateur du centre.

Selon l'article 29, les infractions au règlement d'ordre intérieur du centre pourraient être sanctionnées, notamment par la limitation des droits à l'échange de la correspondance, à l'usage du téléphone et aux visites.

Limiter la possibilité de correspondre constitue la forme la plus radicale d'ingérence dans le droit au respect de la correspondance, garanti par l'article 8, paragraphe 1er, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1).

Cette dernière disposition ne protège pas que la correspondance à proprement parler. Elle garantit d'une manière générale, le droit au respect des communications, lequel n'est qu'une modalité du droit au respect de la vie privée (2).

(1) Cour européenne des droits de l'homme, arrêt Golder du 21 février 1975, série A, n° 18, p. 20, § 43.

(2) J. Velu et R. Ergec, "La convention européenne des droits de l'homme", Extrait du Répertoire pratique du droit belge, Complément, tome VII, Bruxelles, Bruylant, 1990, p. 560. Concernant l'application de l'article 8 aux conversations téléphoniques, voyez Cass., 10 avril 1990, Pas., p. 932.

Il s'ensuit que toute limitation de la correspondance, de l'usage du téléphone et des visites ne peut se justifier, conformément à l'article 8, paragraphe 2, de la Convention, que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

La Cour européenne des droits de l'homme a certes admis que

"... la «nécessité» d'une ingérence dans l'exercice du droit d'un condamné détenu au respect de sa correspondance doit s'apprécier en fonction des exigences normales et raisonnables de la détention. La «défense de l'ordre» et la «prévention des infractions pénales», par exemple, peuvent justifier des ingérences plus amples à l'égard d'un tel détenu que d'une personne en liberté. Dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, une privation régulière de liberté, au sens de l'article 5, ne manque pas de se répercuter sur l'application de l'article 8." (1).

Prévoir que les infractions au règlement d'ordre intérieur peuvent être sanctionnées par une limitation de la correspondance, de l'usage du téléphone et des visites, indépendamment de toute considération portant sur la "nécessité" de telles limitations au regard des besoins sociaux impérieux pour lesquels l'article 8 de la Convention

(1) Arrêt Golder, précité, p. 21, § 45.

admet des ingérences dans la vie privée, n'est pas compatible avec cette disposition (1).

2. Ainsi qu'il a déjà été observé, les ingérences dans la vie privée et familiale doivent être prévues par la loi en vertu de l'article 22 de la Constitution.

S'il peut se concevoir que le Roi, dès lors que la loi l'a chargé de fixer les règles de fonctionnement des centres de détention, "organise" les communications des détenus avec l'extérieur, cette organisation doit se limiter à réglementer les visites et l'usage du téléphone de manière à ce que chaque détenu puisse exercer ses droits d'une manière qui ne porte pas préjudice aux droits des autres détenus et au fonctionnement du centre.

Dans cette matière, une subdélégation au directeur du centre doit se limiter aux mesures de détail, secondaires ou complémentaires d'organisation, compte tenu de l'infrastructure particulière de chaque centre.

Plutôt que de prévoir que

"... toutes les relations entre l'occupant et le monde extérieur sont coordonnées par le directeur du centre" (article 12)"

(1) Dans un avis rendu en matière de discipline dans les établissements pénitentiaires, le Conseil supérieur de la politique pénitentiaire a d'ailleurs recommandé que soient interdites les sanctions consistant en la suppression de la correspondance et des visites (Doc. n° 343, décembre 1995, cité par J. Detienne, Un autre regard sur les prisons, J.T., 1997, p. 283).

et que, par exemple,

"... chaque occupant a la possibilité de donner des appels téléphoniques à des personnes extérieures au centre pendant les plages horaires prévues dans le règlement d'ordre intérieur",

le projet doit plutôt s'attacher à garantir que chaque personne détenue pourra exercer ses droits à la vie privée, en fixant, par exemple, des périodes minimales pendant lesquelles le détenu pourra utiliser le téléphone ou recevoir des visites.

3. Afin de garantir le secret de la correspondance, mieux vaut prévoir, à l'article 15, que lorsque le contrôle nécessite l'ouverture des lettres, celle-ci ne peut s'effectuer qu'en présence du destinataire.

4. En ce qui concerne, plus particulièrement les visites, l'article 19 accorde un droit de visite à diverses catégories de personnes. Toutefois, l'article 18 dispose que les visiteurs doivent être en possession d'une autorisation, délivrée par le "chef du centre". Il n'apparaît donc pas clairement si les personnes visées à l'article 19 doivent obtenir une autorisation auprès du directeur du centre, toute autre personne étant interdite de visite, ou si, au contraire, seules les personnes non visées à l'article 19 doivent obtenir une telle autorisation.

Par ailleurs, le projet n'apporte aucune précision quant au nombre et à la périodicité des visites. L'article 20 se borne, en effet, à prévoir que le déroulement des

.../...

visites sera déterminé par le règlement d'ordre intérieur. Il n'offre, dès lors, aucune garantie quant au droit du détenu d'entretenir des contacts réguliers avec, notamment, les membres de sa famille (1) ou avec son avocat.

Dès lors que le droit de recevoir des visites relève du droit à la vie privée et familiale du détenu (2), les restrictions à ces visites ne peuvent être justifiées que par des considérations relatives au fonctionnement et à la sécurité du centre, et doivent être prévues par le Roi.

En ce qui concerne les membres de la famille, il est à noter que l'article 31 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires reconnaît un droit de visite quotidien des parents et alliés en ligne directe, du tuteur, du conjoint, des frères, soeurs, oncles et tantes. Rien ne permet de justifier que les droits des personnes détenues dans les centres soient plus restrictifs.

Concernant les contacts avec l'avocat, il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de

(1) L'article 43. 1. de la recommandation n° R (87) 3 précitée dispose que : "les détenus doivent être autorisés à communiquer avec leur famille et, sous réserve des impératifs de leur traitement, de la sécurité et du bon ordre de l'établissement, avec les personnes ou les représentants d'organismes extérieurs, et à recevoir des visites desdites personnes à intervalles réguliers".

(2) J. Velu et R. Ergec, op. cit., p. 537.

l'homme qu'aucun besoin social impérieux ne permet, dans une société démocratique qu'ils soient limités (1).

Le système d'autorisation envisagé pour les avocats n'est pas admissible. Le projet doit prévoir une disposition garantissant à l'avocat d'entrer en contact avec son client à tout moment.

Articles 23 et 24

Ces dispositions accordent le droit à l'assistance religieuse d'un ministre du culte dont la confession est reconnue par l'Etat ou au soutien d'un conseiller moral, mais n'aménage pas la possibilité pour les détenus de pratiquer effectivement leur religion dans le centre.

Or, l'article 9 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui reconnaît à toute personne

"... la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement ... par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites"

implique, pour l'autorité, l'obligation de procurer aux personnes détenues, dans les limites qu'implique l'état de

(1) Arrêt Golder, précité, p. 22, § 45; arrêt Campbell et Fell du 28 juin 1984, série A, n° 80, §§ 108-110, pp. 48 et suiv.; arrêt Sliver et autres du 25 mars 1983, série A, n° 61, pp. 38 et suiv.; comp. article 29, § 1er, de l'arrêté royal du 21 mai 1965 précité : "les avocats sont admis à communiquer librement à toute heure du jour".

détention, les facilités nécessaires à l'exercice de leurs devoirs religieux (1).

Selon la recommandation n° R(87) 3 précitée,

- "46. Chaque détenu doit être autorisé, dans la mesure du possible, à satisfaire aux exigences de sa vie religieuse, spirituelle et morale, en participant aux services ou réunions organisées dans l'établissement et en ayant en sa possession les livres ou publications nécessaires.
47. 1. Si l'établissement contient un nombre suffisant de détenus appartenant à la même religion, un représentant qualifié de cette religion doit être nommé ou agréé. Lorsque le nombre de détenus le justifie et que les circonstances le permettent, un arrangement devrait être conclu sur une base permanente.
2. Le représentant qualifié, nommé ou agréé selon le paragraphe 1 doit être autorisé à organiser périodiquement des services et des activités religieux et à faire, chaque fois que cela est indiqué, des visites pastorales aux détenus de sa religion."

Les dispositions du projet sont donc insuffisantes pour garantir l'exercice des libertés consacrées par l'article 9 de la Convention.

(1) J. Velu et R. Ergec, op. cit., p. 590.

Article 25

Cette disposition est gravement lacunaire. Il y a lieu de la compléter par des dispositions fixant, notamment, dans quels cas et sous quelles conditions le détenu peut faire appel au médecin de son choix, les conditions d'hospitalisation, etc ...

On s'inspirera, pour ce faire, des articles 26 à 31 de la recommandation n° R (87) 3 précitée et des articles 96 et suivants de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires.

En tout état de cause, il n'est pas concevable que l'assistance médicale se limite à un service médical accessible seulement à certaines heures de la journée.

Article 28

Cette disposition rappelle de manière partielle la règle de responsabilité civile énoncée à l'article 1382 du Code civil. Elle doit être omise.

Article 29

Ainsi qu'il a été observé plus haut, les droits du détenu au respect de sa vie privée et familiale s'opposent à ce que la correspondance, l'usage du téléphone et les visites soient limités à titre de sanction disciplinaire.

.../...

Par ailleurs, le projet renvoie, en ce qui concerne les faits sanctionnables, au règlement d'ordre intérieur et n'organise aucune procédure visant à garantir le respect du principe général du droit de la défense.

Il y a lieu d'avoir égard aux articles 35 et 36 de la recommandation n° R (87) 3 précitée, qui disposent :

- "35. Les points suivants doivent être déterminés soit par la loi, soit par un règlement de l'autorité compétente :
- a. la conduite qui constitue une infraction disciplinaire;
 - b. le genre et la durée des sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées;
 - c. l'autorité compétente pour prononcer ces sanctions;
 - d. l'autorité à saisir d'un recours et la procédure à suivre en la matière.
36. 1. Un détenu ne peut être puni que conformément aux dispositions d'une telle loi ou d'un tel règlement et jamais deux fois pour les mêmes faits.
2. Le rapport disciplinaire doit être transmis immédiatement aux autorités compétentes qui statuent sans délai.
3. Aucun détenu ne peut être puni sans être informé de l'infraction qu'on lui reproche et sans qu'il ait eu la possibilité de présenter sa défense.
4. Dans la mesure où cela est nécessaire et réalisable, le détenu doit être autorisé à présenter sa défense par l'intermédiaire d'un interprète."

.../...

Si l'on ne peut exiger une description détaillée des faits mineurs pouvant entraîner des sanctions légères, il revient, par contre, au Roi de définir ce qui constitue un "cas grave" pouvant entraîner la sanction du placement dans une cellule d'isolement (1).

Quant à la procédure, il y a lieu de prévoir que le détenu doit être informé préalablement des faits qu'on lui reproche et qu'aucune sanction ne sera prise sans qu'il ait été entendu.

(1) Voyez l'avis précité du Conseil supérieur de la politique pénitentiaire, rapporté par J. Detienne, op. cit., p. 284 :

"S'il est difficile d'énumérer les faits mineurs dont le caractère punissable est bien souvent lié aux circonstances et à leur répétitivité, les infractions graves sont, par contre, celles qui troublent ou sont susceptibles de troubler gravement la vie communautaire de l'établissement.

Parmi ces dernières, on peut retenir :

- la détention, l'usage ou le trafic organisé de tout produit interdit aux détenus;
- les violences caractérisées tant à l'égard des détenus que du personnel pénitentiaire et l'incitation à de telles violences;
- les dégradations graves des locaux et biens mis à la disposition des détenus et du personnel pénitentiaire et l'incitation à de tels actes;
- tout acte préparant ou susceptible de préparer une évasion."

.../...

Article 34

Il y a lieu de prévoir que le placement en cellule d'isolement ne peut être exécuté sans que le médecin ait examiné l'intéressé (article 84 de l'arrêté royal du 21 mai 1965; article 38, § 1er, de la recommandation n° R (87) 3).

Article 37

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit : "Au-delà de ce délai, seul le ministre peut décider de prolonger l'isolement".

Observation finale

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Algemene opmerkingen

I. Artikel 74/8, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bepaalt :

"De Koning kan het regime en de werkingsmaatregelen bepalen die toepasbaar zijn op de plaats waar de vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking van de regering wordt gesteld of wordt vastgehouden ...".

Zoals uit het opschrift blijkt, beperkt dit ontwerp zich evenwel tot de "algemene principes" van dat regime. Volgens het ontwerp worden het regime en de maatregelen voor de werking van elk "centrum" gepreciseerd in het huishoudelijk reglement dat door de "beheerder" van elk "centrum" wordt vastgesteld.

Zulk een bevoegdheidsoverdracht kan niet worden aanvaard.

De wet bepaalt immers dat de Koning het regime en de maatregelen voor de werking van de centra vaststelt en machtigt Hem niet om die bevoegdheid aan anderen op te dragen. De Koning kan zich dus niet beperken tot het vaststellen van de "algemene principes". Hij moet de bewuste maatregelen zo nauwkeurig mogelijk vaststellen en voor het huishoudelijk reglement alleen detailmaatregelen, bijkomstige of aanvullende maatregelen overlaten die noodzakelijk zijn om die regeling te kunnen uitvoeren, gelet op de specifieke organisatie van elk van die centra.

.../...

De in het ontwerp vastgestelde regels zijn niet nauwkeurig genoeg (1).

II. Wanneer de steller het nieuwe ontwerp opstelt door er de nodige verduidelijkingen in aan te brengen, moet hij een aantal principes in acht nemen.

Artikel 74/8, § 1, van de voormelde wet van 15 december 1980 bepaalt :

"De nodige maatregelen kunnen worden genomen opdat de betrokkene de plaats waar hij wordt opgesloten (...) niet zonder de vereiste toestemming verlaat."

Opsluiting is alleen bedoeld en gewettigd om te voorkomen dat de gedetineerde zonder toestemming het grondgebied betreedt (artikelen 74/5 en 74/6 van de wet van 15 december 1980), of wanneer die persoon geen gevolg geeft aan een bevel om het grondgebied te verlaten (artikelen 7 en 27) of aan een terugwijzings- of uitzettingsbesluit.

Deze beperking van de persoonlijke vrijheid waarin opsluiting bestaat, heeft niet tot gevolg dat de gedetineerde de andere rechten verliest die de Grondwet en de internationale overeenkomsten hem waarborgen (2).

(1) Confer de regels vastgesteld bij het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen.

(2) Zie daaromtrent onder meer arrest Golder van 21 februari 1975 van Het Europees Hof voor de rechten van de mens.

Nu het in het bijzonder gaat om personen die geenszins worden vastgehouden naar aanleiding van een veroordeling of tenlastelegging, kunnen de beperkingen die op hun rechten gesteld worden alleen gewettigd zijn vanwege de wil om te voorkomen dat zij de plaats waar zij opgesloten zijn verlaten en vanwege de noodzakelijke dwangsituatie die eigen is aan het leven in een gesloten bestel.

Artikel 22 van de Grondwet bepaalt overigens het volgende :

"Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald. (...)".

De wet stelt geen andere beperkingen op het privé- en gezinsleven dan die welke gevormd wordt door de opsluiting van de betrokkenen.

III. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt dat ieder het recht heeft een menswaardig leven te leiden. Zo bepaalt de Grondwet in rechte de minimumwaarborgen die de overheidsinstanties moeten bieden.

Het Europese Verdrag voor de rechten van de mens van zijn kant verbiedt in artikel 3 onmenselijke of vernederende behandelingen.

.../...

Zoals blijkt uit de omstandigheid dat in het Europees Verdrag ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing, een Europees Comité inzake de voorkoming van folteringen en onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen is ingesteld om door middel van bezoeken de behandeling van personen die van hun vrijheid zijn beroofd, te onderzoeken (1), doet opsluiting op zichzelf het risico van een onmenselijke of vernederende behandeling ontstaan (2).

Wegens dat risico heeft de regelgevende overheid de positieve verplichting om maatregelen voor de werking vast te stellen die de werkzaamheid van de rechten die aan de gedetineerden verleend worden, waarborgen.

Ze moet redelijke en passende maatregelen uitvoerdigen om hen te beschermen tegen schending van hun rechten, die niet alleen te wijten kan zijn aan gedragingen

(1) Europees Verdrag ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing, opgemaakt te Straatsburg op 26 november 1987 en goedgekeurd bij de wet van 7 juni 1991, artikel 1.

(2) Sonja Snacken, "Les droits des détenus et le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou des traitements inhumains ou dégradants" (C.P.T.), in "Position en droit européen et droit de plainte du détenu", studiedag van 16 februari 1996, blz. 101-102.

van hun bewakers, maar ook aan die van de andere gedetineerden (1).

Er is dus grond om rekening te houden met aanbeveling R (87) 3 van het Comité van ministers van 12 februari 1987 aan de Lid-Staten betreffende de Europese penitentiaire voorschriften ("recommandation n° R (87) 3 du Comité des ministres du 12 février 1987 aux Etats membres sur les règles pénitentiaires européennes"). Die voorschriften zijn niet bindend, maar zijn een belangrijke aanwijzing in verband met de minimumregels die in acht moeten worden genomen bij de behandeling van gedetineerden en gelden als een referentie voor talrijke beslissingen in

(1) De Europese Commissie en het Europees Hof voor de rechten van de mens (beroep 10.479/83, Kirkwood versus Verenigd Koninkrijk, beslissing van de Commissie van 12 maart 1984, DR 37, blz. 158, inzonderheid blz. 214 en volgende; arrest Soering van 7 juli 1989, serie A, nr. 161, blz. 3, paragraaf 86) stellen het volgende : "l'article 3 fait peser une sorte d'obligation de comportement : combinant l'article 3 et l'article 1er, les organes de contrôle considèrent que les Etats parties ont l'obligation de protéger toute personne relevant de leur juridiction (article 1er) contre une situation irrémédiable de danger objectif de mauvais traitement même si cette situation s'accomplit en dehors de leur juridiction" (F. Sudre, in "La Convention européenne des droits de l'homme", artikelsgewijze bespreking, blz. 156, aangehaald door B. Haubert, "Le contentieux pénitentiaire : à propos des "quartiers de sécurité renforcée", verslag en advies RvS, arrest nr. 58.310 (III), A.P.T., 1996, blz. 38). Zie ook in dat verband F. Sudre, "Les 'obligations positives' dans la jurisprudence européenne des Droits de l'Homme", Rev. trim. D.H., 1995, blz. 363 tot 384.

de rechtspraak (1). Ze moeten a fortiori worden toegepast op personen wier vrijheid hun is benomen zonder dat ze strafrechtelijk veroordeeld zijn.

Op heel wat punten, zoals men bij de bijzondere opmerkingen zal kunnen merken, voldoet de onderhavige regeling niet aan die minimumregels.

Als positieve maatregel om de rechten van gedetineerden te waarborgen, zou een instantie moeten worden opgericht waaraan de gedetineerden klachten kunnen richten over de omstandigheden van hun opsluiting, zoals in artikel 41 van de voormelde aanbeveling wordt geopperd.

IV. Artikel 2 van het ontwerp bepaalt :

"Het regime in de centra wordt in beginsel gekenmerkt door het leven in groepsverband. Het intern reglement kan hierop in bijzondere gevallen uitzonderingen voorzien.".

De strekking van deze bepaling is onduidelijk. Ze kan betekenen dat de gedetineerden niet van elkaar gescheiden hoeven te worden gehouden, tenzij in de gevallen die in het ontwerp (afzondering als straf of als dwang-

(1) R. de BECO, "Le droit disciplinaire et les détenus en Belgique", Rev. trim. D.H., 1995, blz. 321; F. Kefer, "Les recours judiciaires à la disposition des détenus dans l'ordre juridique belge", bekendgemaakt in de verslagen van de studiedag van 22 april 1988 over de duur en de tenuitvoerlegging van straffen, Editions du Jeune barreau de Liège, 1988, blz. 241.

middel) of in het huishoudelijk reglement worden bepaald. Afgezien van het feit dat die uitzonderingen in het onderhavige ontwerp moeten worden vastgesteld, kan een regel die bepaalt dat de gedetineerden niet worden geïsoleerd alleen maar worden goedgekeurd. Op een veiligheidsmaatregel of een tuchtmaatregel na kan niets rechtvaardigen dat gedetineerden geen contact met elkaar mogen hebben.

Als principe stellen dat het regime in de centra gekenmerkt wordt door het leven in groepsverband, kan er evenwel toe leiden dat de gedetineerden geen privacy en geen privé-leven meer hebben, doordat ze geen gelegenheid meer krijgen om zich van de andere gedetineerden af te zonderen.

In dat verband wordt verwezen naar artikel 14.1. van de voormelde aanbeveling nr. R (87) 3, die bepaalt :

"... (les) détenus doivent en principe être logés pendant la nuit dans des chambres individuelles, sauf dans les cas où il est considéré comme préférable qu'ils cohabitent avec d'autres détenus.".

Er moet dus worden verduidelijkt wat onder "leven in groepsverband" wordt verstaan, met inachtneming van de persoonlijke levenssfeer van de gedetineerden.

V. Zo wordt in het ontwerp evenmin enig onderscheid naar geslacht en leeftijd van de gedetineerden gemaakt.

.../...

Artikel 11.2 van de voormelde aanbeveling luidt aldus :

"... les hommes et les femmes doivent être détenus en principe séparément ...".

Artikel 37, c), van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt het volgende :

"De Staten die partij zijn, waarborgen dat :
(...) ieder kind dat van zijn vrijheid is beroofd, wordt behandeld met menselijkheid en met eerbied voor de waardigheid inherent aan de menselijke persoon, en zodanig dat rekening wordt gehouden met de behoeften van een persoon van zijn leeftijd. Met name wordt ieder kind dat van zijn vrijheid is beroofd, gescheiden van volwassenen tenzij het in het belang van het kind wordt geacht dit niet te doen, en heeft ieder kind het recht contact met zijn familie te onderhouden door middel van briefwisseling en bezoeken, behalve in uitzonderlijke omstandigheden;".

Het ontwerp moet worden aangevuld om rekening te houden met die bepalingen van internationaal recht.

Bijzondere opmerkingen

Gelet op de algemene opmerkingen die vereisen dat het ontwerp grondig wordt herzien, worden de opmerkingen over de bepalingen van het ontwerp tot het noodzakelijke beperkt.

.../...

Bepalend gedeelte

Artikel 1

De definities van wat moet worden verstaan onder "wet van 15 december 1980" en "Minister" zijn overbodig en moeten dus vervallen.

Het woord "centrumbeheerder" is niet zeer fraai en behoort te worden vervangen door "directeur van het centrum" of "beheerder van het centrum".

De artikelen 12 en 29 van het ontwerp moeten aan die opmerking worden aangepast.

Artikel 11

Artikel 5, lid 2, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden bepaalt :

"Iedere gearresteerde moet onverwijld en in een taal, welke hij verstaat, op de hoogte worden gebracht van de redenen van zijn arrestatie en van alle beschuldigingen welke tegen hem zijn ingebracht."

De woorden "- in de mate van het mogelijke -" in het tweede lid moeten dus vervallen.

.../...

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst wat de wettelijke en reglementaire schikkingen betreft. Die discrepantie moet worden weggewerkt.

Ook wordt erop gewezen dat de termen "wettelijke en reglementaire schikkingen" in casu niet correct zijn in het Nederlands. Men schrijve : "wets- en verordening-bepalingen".

Opmerkingen over de artikelen 12 tot 19
Communicatie met de buitenwereld en bezoek

1. Artikel 13 verleent de gedetineerden het recht om onbeperkt briefwisseling te voeren met personen van buiten het centrum. Artikel 16 biedt iedere bewoner de mogelijkheid om telefoongesprekken te voeren. Artikel 19 verleent aan verscheidene categorieën van personen bezoekrecht.

Die rechten kunnen evenwel na een sanctie van de directeur of de beheerder van het centrum worden beperkt.

Volgens artikel 29 kunnen overtredingen van het huishoudelijk reglement van het centrum worden bestraft, onder meer door het recht om briefwisseling te voeren, het recht om de telefoon te gebruiken en het recht om bezoek te ontvangen, te beperken.

In de weg staan aan de mogelijkheid om briefwisseling te voeren is de radicaalste vorm van inmenging in

.../...

het recht op eerbiediging van de briefwisseling, gewaarborgd door artikel 8, lid 1, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (1).

Laatstgenoemde bepaling beschermt niet alleen de eigenlijke briefwisseling. Ze waarborgt het recht op eerbiediging van communicatie in het algemeen, wat slechts een vorm van het recht op eerbiediging van het privé-leven is (2).

Hieruit volgt dat geen beperking van de briefwisseling, het gebruik van de telefoon en het bezoek gewettigd is, overeenkomstig artikel 8, lid 2, van het Verdrag, dan voor zover zulk een inmenging bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen.

-
- (1) Europees Hof voor de rechten van de mens, arrest Golder van 21 februari 1975, serie A, nr. 18, blz. 20, paragraaf 43.
- (2) J. Velu en R. Ergec, "La convention européenne des droits de l'homme", Uittreksel uit het "Répertoire pratique du droit belge", Complément, deel VII, Brussel, Bruylant, 1990, blz. 560. Voor de toepassing van artikel 8 op telefoongesprekken, zie Arresten van het Hof van Cassatie, Gerechtelijk jaar 1989-1990, blz. 1052, arrest van 10 april 1990.

.../...

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft weliswaar het volgende aanvaard :

"... la «nécessité» d'une ingérence dans l'exercice du droit d'un condamné détenu au respect de sa correspondance doit s'apprécier en fonction des exigences normales et raisonnables de la détention. La «défense de l'ordre» et la «prévention des infractions pénales», par exemple, peuvent justifier des ingérences plus amples à l'égard d'un tel détenu que d'une personne en liberté. Dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, une privation régulière de liberté, au sens de l'article 5, ne manque pas de se répercuter sur l'application de l'article 8." (1).

De bepaling dat overtredingen van het huishoudelijk reglement kunnen worden bestraft met een beperking van de briefwisseling, het gebruik van de telefoon en het bezoek, afgezien van enige overweging betreffende de "noodzaak" van zulke beperkingen ten aanzien van de dwingende sociale behoeften waarvoor artikel 8 van het Verdrag inmengingen in het privé-leven toestaat, is strijdig met dat artikel (2).

2. Zoals reeds opgemerkt is, moeten de inmengingen in het privé-leven en het gezinsleven krachtens artikel 22 van de Grondwet bepaald zijn door de wet.

(1) Voormeld arrest Golder, blz. 21, paragraaf 45.

(2) De Hoge Raad voor penitentiair beleid heeft trouwens in een advies over de tucht in de strafinrichtingen aanbevolen sancties te verbieden die bestaan in het afschaffen van de briefwisseling en van het bezoek (Doc. nr. 343, december 1995, geciteerd door J. Detienne, "Un autre regard sur les prisons", J.T., 1997, blz. 283).

Al kan worden aangenomen dat de Koning, doordat Hij krachtens de wet belast is met het vaststellen van de maatregelen voor de werking van de detentiecentra, de communicatie van de gedetineerden met de buitenwereld regelt, moet dat regelen beperkt zijn tot het geven van voorschriften inzake het bezoek en het gebruik van de telefoon, zodanig dat elke gedetineerde zijn rechten kan uitoefenen op een manier waarbij geen inbreuk wordt gemaakt op de rechten van de andere gedetineerden en de werking van het centrum niet in het gedrang wordt gebracht.

In deze aangelegenheid dient een subdelegatie aan de directeur van het centrum beperkt te zijn tot detailmaatregelen, bijkomstige of aanvullende maatregelen, rekening houdend met de specifieke organisatie van elk centrum.

Het ontwerp moet er veeleer werk van maken te waarborgen dat elke gedetineerde zijn rechten op een privé-leven kan uitoefenen, bijvoorbeeld door het vaststellen van minimumperiodes gedurende welke de gedetineerde de telefoon mag gebruiken of bezoek mag ontvangen, in plaats van te bepalen dat

"... alle relaties tussen de bewoner en de buitenwereld (...) gecoördineerd (worden) door de centrumbeheerder (artikel 12)"

en dat bijvoorbeeld

"Elke bewoner (...) de mogelijkheid (heeft) telefonische gesprekken te voeren met personen van buiten

.../...

het centrum, op de tijdstippen bepaald in het interne reglement".

3. Om het briefgeheim te garanderen, is het verkieslijk in artikel 15 te bepalen dat wanneer bij de controle de brieven moeten worden geopend, dat alleen mag geschieden in aanwezigheid van de geadresseerde.

4. Wat inzonderheid de bezoeken betreft, wordt in artikel 19 een bezoekrecht toegekend aan verschillende categorieën van personen. Artikel 18 bepaalt evenwel dat de bezoekers in het bezit moeten zijn van "een machtiging, afgeleverd door de centrumbeheerder". Het is dus niet duidelijk of de in artikel 19 genoemde personen een vergunning moeten krijgen van de directeur van het centrum, waarbij het iedere andere persoon verboden is een bezoek te brengen, dan wel of daarentegen alleen de niet in artikel 19 genoemde personen zulk een vergunning moeten krijgen.

In het ontwerp wordt voorts niets gepreciseerd wat het aantal bezoeken en de periodiciteit ervan betreft. In artikel 20 wordt immers alleen bepaald dat het verloop van het bezoek geregeld wordt in het huishoudelijk reglement. Het artikel biedt dan ook geen enkele waarborg ten aanzien van het recht van de gedetineerde om regelmatige contacten

.../...

te onderhouden met onder meer zijn familieleden (1) of zijn advocaat.

Doordat het recht om bezoek te krijgen valt onder het recht van de gedetineerde op privé-leven en gezinsleven (2), zijn beperkingen op dat bezoek alleen gerechtvaardigd met het oog op de werking en de veiligheid van het centrum, en moeten ze opgelegd worden door de Koning.

In verband met de familieleden dient te worden opgemerkt dat in artikel 31 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen een recht op dagelijks bezoek wordt verleend aan bloed- en aanverwanten in de rechte lijn, de voogd, de echtgenoot, broers, zusters, ooms en tantes. Er is geen enkele reden waarom de personen die in de centra opgesloten zijn, beperktere rechten zouden hebben.

Wat de contacten met de advocaat betreft, blijkt uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens dat in een democratische samenleving geen enkele

(1) Artikel 43. 1. van de voormelde aanbeveling nr. R (87) 3 bepaalt : "les détenus doivent être autorisés à communiquer avec leur famille et, sous réserve des impératifs de leur traitement, de la sécurité et du bon ordre de l'établissement, avec les personnes ou les représentants d'organismes extérieurs, et à recevoir des visites desdites personnes à intervalles réguliers".

(2) J. Velu en R. Ergéc, op. cit., blz. 537.

dwingende sociale vereiste een beperking van die contacten rechtvaardigt (1).

De voorgenomen machtigingsregeling voor de advocaten is niet aanvaardbaar. Het ontwerp moet een bepaling bevatten waarin aan de advocaat de waarborg wordt gegeven dat hij ieder ogenblik met zijn cliënt in contact mag treden.

Artikelen 23 en 24

In die bepalingen wordt het recht toegekend op religieuze bijstand door een bedienaar van een door de staat erkende godsdienst of op morele steun van een leken-consulent, maar wordt de gedetineerden niet de mogelijkheid geboden om in het centrum daadwerkelijk hun godsdienst uit te oefenen.

Artikel 9 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, verleent eenieder

"... de vrijheid hetzij alleen, hetzij met anderen, zowel in het openbaar als in zijn particuliere leven zijn godsdienst of overtuiging te belijden door de

(1) Voormeld arrest Goldner, blz. 22, paragraaf 45; arrest Campbell en Fell van 28 juni 1984, reeks A, nr. 80, paragrafen 108-110, blz. 48 en volgende; arrest Sliver en andere van 25 maart 1983, reeks A, nr. 61, blz. 38 en volgende; vergelijk artikel 29, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 21 mei 1965 : "De advocaten mogen op elk uur van de dag vrij in verbinding staan".

eredienst, door het onderwijzen ervan, door de praktische toepassing ervan en het onderhouden van de geboden en voorschriften".

Dat artikel houdt voor de overheid de verplichting in om, binnen de perken van de staat van opsluiting, de gedefinieerden de faciliteiten te verschaffen die nodig zijn voor het vervullen van hun religieuze plichten (1).

De voormelde aanbeveling nr. R (87) 3 bepaalt het volgende :

- "46. Chaque détenu doit être autorisé, dans la mesure du possible, à satisfaire aux exigences de sa vie religieuse, spirituelle et morale, en participant aux services ou réunions organisées dans l'établissement et en ayant en sa possession les livres ou publications nécessaires.
- 47. 1. Si l'établissement contient un nombre suffisant de détenus appartenant à la même religion, un représentant qualifié de cette religion doit être nommé ou agréé. Lorsque le nombre de détenus le justifie et que les circonstances le permettent, un arrangement devrait être conclu sur une base permanente.
- 2. Le représentant qualifié, nommé ou agréé selon le paragraphe 1 doit être autorisé à organiser périodiquement des services et des activités religieux et à faire, chaque fois que cela est indiqué, des visites pastorales aux détenus de sa religion."

(1) J. Velu en R. Ergec, op. cit., blz. 590.

De bepalingen van het ontwerp zijn dus niet toereikend om de uitoefening van de door artikel 9 van het Verdrag vastgelegde vrijheden te waarborgen.

Artikel 25

Die bepaling vertoont ernstige gebreken. Ze behoort te worden aangevuld met bepalingen waarbij inzonderheid wordt vastgesteld in welke gevallen en onder welke voorwaarden de gedetineerde een beroep mag doen op de arts van zijn keuze, welke voorwaarden gelden inzake opnemings in het ziekenhuis, enz.

Te dien einde dienen de artikelen 26 tot 31 van de voormelde aanbeveling nr. R (87) 3 en de artikelen 96 en volgende van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen als leidraad te worden genomen.

De medische verzorging kan hoe dan ook niet beperkt worden tot de mogelijkheid om zich te wenden tot een medische dienst die alleen op bepaalde uren van de dag toegankelijk zou zijn.

Artikel 28

In die bepaling wordt ten dele herinnerd aan de regel inzake de burgerlijke aansprakelijkheid, die gegeven wordt in artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek. Ze behoort te vervallen.

.../...

Artikel 29

Zoals hierboven opgemerkt is, is het beperken als tuchtstraf van de briefwisseling, van het gebruik van de telefoon en van het bezoek in strijd met het recht van de gedetineerde op eerbiediging van zijn privé-leven en gezinsleven.

In verband met de feiten die kunnen worden bestraft, verwijst het ontwerp trouwens naar het huishoudelijk reglement en legt het geen enkele procedure vast om de inachtneming van het algemene principe van het recht van verdediging te waarborgen.

Er dient rekening te worden gehouden met de artikelen 35 en 36 van de voormelde aanbeveling nr. R (87) 3, die het volgende bepalen :

"35. Les points suivants doivent être déterminés soit par la loi, soit par un règlement de l'autorité compétente :

- a. la conduite qui constitue une infraction disciplinaire;
- b. le genre et la durée des sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées;
- c. l'autorité compétente pour prononcer ces sanctions;
- d. l'autorité à saisir d'un recours et la procédure à suivre en la matière.

36. 1. Un détenu ne peut être puni que conformément aux dispositions d'une telle loi ou d'un tel règlement et jamais deux fois pour les mêmes faits.

2. Le rapport disciplinaire doit être transmis immédiatement aux autorités compétentes qui statuent sans délai.

.../...

3. Aucun détenu ne peut être puni sans être informé de l'infraction qu'on lui reproche et sans qu'il ait eu la possibilité de présenter sa défense.
4. Dans la mesure où cela est nécessaire et réalisable, le détenu doit être autorisé à présenter sa défense par l'intermédiaire d'un interprète."

Al kan geen gedetailleerde beschrijving geëist worden van de geringere feiten die aanleiding kunnen geven tot lichte sancties, komt het daarentegen wel aan de Koning toe te bepalen wat een "ernstig geval" is dat aanleiding geeft tot plaatsing in een afzonderingscel (1).

(1) Zie het voormelde advies van de Hoge Raad voor penitentiair beleid, waarnaar verwezen wordt door J. Detienne, op. cit., blz. 284 :

"S'il est difficile d'énumérer les faits mineurs dont le caractère punissable est bien souvent lié aux circonstances et à leur répétitivité, les infractions graves sont, par contre, celles qui troublent ou sont susceptibles de troubler gravement la vie communautaire de l'établissement.

Parmi ces dernières, on peut retenir :

- la détention, l'usage ou le trafic organisé de tout produit interdit aux détenus;
- les violences caractérisées tant à l'égard des détenus que du personnel pénitentiaire et l'incitation à de telles violences;
- les dégradations graves des locaux et biens mis à la disposition des détenus et du personnel pénitentiaire et l'incitation à de tels actes;
- tout acte préparant ou susceptible de préparer une évasion."

.../...

Wat de procedure betreft, dient te worden bepaald dat de gedetineerde vooraf in kennis behoort te worden gesteld van de feiten die hem ten laste worden gelegd en dat er geen enkele sanctie wordt getroffen zonder dat hij gehoord is.

Artikel 34

Er dient te worden bepaald dat de plaatsing van een gedetineerde in een afzonderingscel niet mag worden uitgevoerd zonder dat de geneesheer de betrokkene heeft onderzocht (artikel 84 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965; artikel 38, lid 1, van aanbeveling nr. R (87) 3).

Artikel 37

Het is verkieslijk het tweede lid te redigeren als volgt : "Zodra die termijn verstreken is, kan alleen de minister beslissen de afzondering te verlengen".

Slotopmerkingen

Wat de Nederlandse tekst van het besluit betreft, wordt erop gewezen dat sommige wendingen of termen niet correct zijn of niet geschikt om in de wetgevingstechniek te worden gebruikt. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen, wordt bij wijze van voorbeeld op het volgende opmerkzaam gemaakt.

.../...

Opschrift

Overeenkomstig het gangbare taalgebruik schrijven : "de plaatsen ... gelegen" en niet : "de plaatsen ... gesitueerd".

Artikel 1

In de inleidende zin behoort, zoals in de wetgevingstechniek gebruikelijk is, "dit besluit" te worden geschreven, niet "onderhevig besluit".

In 3° behoort het woord "gelokaliseerde" vervangen te worden door het woord "gelegen" en behoren de woorden "in toepassing van" vervangen te worden door de woorden "met toepassing van". Ook wordt erop gewezen dat in het Nederlands personen niet "onderhevig" kunnen zijn aan een maatregel.

Artikel 2

De woorden "intern reglement", die ongebruikelijk zijn, zouden vervangen moeten worden door de woorden "huishoudelijk reglement". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. Het woord "voorzien", in de betekenis van "bepaald", wordt doorgaans als een gallicisme beschouwd en zou vermeden moeten worden. Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

.../...

Artikel 3

Het woord "dagdagelijkse", dat volgens Van Dale, GWNT, een in België gebruikt germanisme is, is niet op zijn plaats in een regelgevende tekst en zou vervangen moeten worden door het woord "dagelijkse".

Artikel 7

Volgens Van Dale, GWNT, wordt het woord "draagkracht" in figuurlijke zin gebezigd wanneer het vermogen om geldelijke lasten te dragen in het geding is. De woorden "de draagkracht" lijken dan ook verkeerd te zijn gebruikt in het onderhavige artikel.

De conclusie is dan ook dat de Nederlandse tekst van het ontwerp gezuiverd zou moeten worden van alle barbarismen en andere ongerechtigheden die hij bevat.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée par Mme F. CARLIER,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld
door de Mevr. F. CARLIER,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS